



## Déclaration de la FNEC-FP FO à la F3SCT du 30 novembre 2023

Madame la directrice académique, Mesdames, messieurs les membres de la F3SCT,

Devant la dégradation des prises en charge des élèves les plus fragiles et les nouvelles attaques contre les conditions de travail des personnels et d'apprentissages des élèves, la FNEC-FP FO 53 a lancé une enquête sur l'inclusion scolaire en Mayenne ; les premières remontées sont saisissantes. Les éléments de langage trompeurs de notre gouvernement sur l'inclusion peinent à cacher des considérations budgétaires pour imposer la poursuite de la maltraitance institutionnelle des élèves et des personnels et l'achèvement de la destruction des structures spécialisées. Les personnels en ont assez. Assez de cette maltraitance imposée qui dure depuis trop longtemps et s'aggrave chaque année.

C'est pour cette raison que le 25 janvier prochain, les personnels seront en grève et se rendront à Paris au ministère pour exprimer leur colère, et pour la scolarisation adaptée aux besoins des élèves, en milieu ordinaire chaque fois que c'est possible, en établissement spécialisé chaque fois que nécessaire, pour dire non à l'inclusion systématique et indifférenciée, non à l'acte 2 de l'école inclusive ! Pour dire STOP à la maltraitance, STOP à la culpabilisation, STOP à la mise en danger des personnels et des élèves !

A l'heure des bilans santé et sécurité au travail et accidents de service/maladies professionnelles notre organisation rappelle encore et encore, à tous les niveaux, qu'une véritable prévention commence par une prévention primaire effective qui protège les agents de toute dégradation des conditions de travail.

C'est dans ce contexte, que les personnels démissionnent, fatigués, épuisés par des conditions parfois intenable (près de 3000 démissions d'enseignants en 2021-2022, alors qu'ils étaient moins de 300 en 2008 !), c'est dans ce contexte aussi que le ministre Attal entend lutter « efficacement contre le harcèlement ».

Mais le harcèlement institutionnel n'est-ce pas aussi le non-respect du travail des agents alors que nous savons que la reconnaissance du travail, facteur d'amélioration des conditions de travail, passe aussi par une revalorisation indiciaire sans contrepartie, par un salaire digne et réévalué de manière substantielle à minima à hauteur des inflations ?

N'est-ce pas justement l'inclusion scolaire systématique et indifférenciée que l'acte 2 de l'école inclusive va venir encore aggraver avec la fin programmée des établissements médico-sociaux, la remise en cause les missions des personnels les plus précaires, la fusion des AESH et AED, l'aggravation des PIAL avec les PAS ?

N'est-ce pas les 2 ans fermes pour tout le monde ?

N'est-ce pas la suppression de 2500 postes prévue à la rentrée 2024, les plus de 11 000 suppressions de postes depuis 2017 pour notre ministère ? La FNEC-FP FO demande l'annulation des 2 500 suppressions de postes et la création des postes statutaires nécessaires comme prémices à toute prévention primaire.

A l'occasion de la Journée mondiale des enseignants, le 5 octobre, Gabriel Attal lance « le choc des savoirs ». En huit semaines, il promet de trouver des solutions pour « relever le niveau » et sauver l'École.

« En un quart de siècle, les élèves français ont perdu l'équivalent d'un an en terme de niveau », assure-t-il. S'agit-il dès lors de revenir sur les contre-réformes de ses prédécesseurs, dont les plus récentes (réformes du collège et du lycée...), qui ont supprimé des milliers d'heures de cours ? S'agit-il de rétablir les dizaines

de milliers de postes qui ont été supprimés afin de garantir les meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves ?

Non, bien sûr : ce que le ministre met sur la table ce sont les programmes, les cycles, la formation des enseignants, les manuels scolaires, une grande consultation des enseignants, et une mission « exigences des savoirs » chargée de rendre ses conclusions très prochainement...

« Garantir le bonheur » des professeurs est « un objectif prioritaire de notre école », ose affirmer le ministre Attal.

En refusant d'augmenter le traitement indiciaire des fonctionnaires ? Avec le « Pacte » qui octroie quelques miettes de primes en échange de « tâches supplémentaires » ? Avec l'évaluation permanente ? Avec les formations pendant les vacances ?

Nos collègues en ont assez de l'oppression croissante de ce gouvernement à leur rencontre, ils en ont assez de ces mensonges ministériels. Nous sommes et resteront aux côtés des personnels de l'Education Nationale, de tout corps, pour résister.